

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 21/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS Ferme éolienne de la Besse

1 rue des Arquebusiers
67000 Strasbourg

Références : 2025_1287_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0003104021

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2025 dans l'établissement SAS Ferme éolienne de la Besse implanté La Chevalerie 16310 Cherves-Châtelars. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à la mise en demeure de l'exploitant par arrêté préfectoral du 14 août 2025 – mise en demeure établie sur la base des constats relevés lors de l'inspection du 29 juillet 2025 –, Volkswind a souhaité rencontrer l'inspection des installations classées sur son site du parc éolien actuellement en chantier pour ériger les éoliennes. À cette occasion, une nouvelle inspection du chantier de construction du parc a été menée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS Ferme éolienne de la Besse
- La Chevalerie 16310 Cherves-Châtelars
- Code AIOT : 0003104021
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS ferme éolienne de la Besse, dont le siège social est au 1 rue des Arquebusiers 67000 Strasbourg, est une filiale de la société WOLKSWIND France. La SAS ferme éolienne de la Besse est autorisée, par arrêté préfectoral du 9 mars 2020, à construire et exploiter un parc éolien composé de trois éoliennes et d'un poste de livraison sur les communes de Cherves-Chatelars et de Lésignac-Durand.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Pollution des sol et sous-sol et des eaux souterraines
- Structure de pistes
- Suivi environnemental

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fondations en eau des trois éoliennes	AP de Mise en Demeure du 14/08/2025, articles 1.1.4 et 1.1.5	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Fuite d'hydrocarbure base de vie	AP de Mise en Demeure du 14/08/2025, article 1.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	dès la reprise du chantier de construction du parc
3	pistes et plateformes	AP de Mise en Demeure du 14/08/2025, articles 1.4.1 et 1.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	impact du chantier sur l'environnement	AP de Mise en Demeure du 14/08/2025, article 1.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Conformité à l'APMD du 14/08/2025	AP de Mise en Demeure du 14/08/2025, articles 1.1.1, 1.1.2, 1.1.3, 1.2, 1.3.1, 1.5.1, 1.6.1, 1.6.2, 2.1 et 2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la mise en demeure de l'exploitant par arrêté préfectoral du 14 août 2025 – mise en demeure établie sur la base des constats relevés lors de l'inspection du 29 juillet 2025 –, Volkswind a souhaité rencontrer l'inspection des installations classées sur le site de son parc éolien actuellement en chantier pour ériger les éoliennes. À cette occasion, une nouvelle inspection du chantier de construction du parc a été menée.

Des éléments transmis par l'exploitant préalablement à cette inspection, et les observations lors de cette visite, ont permis de constater le respect de plusieurs prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 14 août 2025, notamment les articles 1.2 (signalisation et sécurisation de l'emprise du site), 1.3.1 (rapport d'accident relatif à la fuite d'hydrocarbures), 1.5.1 (rapport de l'écologue préalable au démarrage du chantier), 1.6.1 et 1.6.2 (rapport d'accident relatif à l'arrachage de racines d'un chêne et garanties sur sa stabilité avec des mesures de surveillance associées), et 2.2 (mise en place de barrières anti-amphibiens). De même, les réponses de l'exploitant aux articles 1.1.1, 1.1.2 et 1.1.3 (fondations en eau des trois éoliennes), et à l'article 2.1 (cessation des travaux de construction du parc), permettent de conclure au respect de ceux-ci.

En revanche, des actions complémentaires et des justificatifs sont attendus pour (ii) démontrer que les opérations de terrassement des fondations des éoliennes n'ont pas intercepté et impacté la nappe affleurante, d'une part, et préciser les modalités des opérations d'évacuation des eaux présentes dans les fondations des trois éoliennes (opérations soumises à la loi sur l'eau), d'autre part ; (ii) résorber la pollution de surface par des hydrocarbures sur la base de vie ; (iii) décrire et analyser l'impact de la construction du parc sur la biodiversité – compte tenu notamment de la poursuite des travaux au-delà de la période autorisée par l'arrêté préfectoral du 09/03/2020 – et proposer les mesures nécessaires pour éviter et réduire de nouveaux impacts qui ont pu apparaître ; (iv) démontrer l'absence d'impact de la couche d'émulsion bitumineuse des pistes et des plateformes du parc sur le milieu naturel.

Enfin, il appartiendra à l'exploitant, lorsque l'arrêté de mise en demeure du 14 août 2025 sera levé, et conformément aux articles L. 181-14 et R. 181-46 du code de l'environnement, de porter à la connaissance du préfet les modifications apportées à l'installation (structure et composition de la piste et des accès aux éoliennes, présence de la base de vie, présence de l'aire de retournement près du futur poste de livraison, nouvelle piste créée, etc.).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fondations en eau des trois éoliennes

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/08/2025, articles 1.1.4 et 1.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, pollution des eaux
Prescription contrôlée <i>Art. 1.1.4</i> L'exploitant précise, sous un mois à compter de la notification du présent arrêté , et avant la reprise du chantier, les investigations à mener pour démontrer que les opérations de terrassement des fondations des éoliennes n'ont pas intercepté la nappe affleurante et n'ont pas eu d'impact sur ladite nappe. L'exploitant transmet le plan de gestion mis en œuvre et, le cas échéant, les mesures de gestion de l'éventuel impact qui aurait été mis en lumière. <i>Art. 1.1.5</i> L'exploitant détaille, sous un mois à compter de la notification du présent arrêté , les modalités envisagées pour une reprise du chantier, notamment pour le pompage et l'évacuation des eaux actuellement présentes dans les fondations des trois éoliennes. Une étude hydrogéologique, préalable à toute reprise des travaux, est menée pour définir les modalités de reprise du chantier et les dispositions à prendre pour éviter de générer une résurgence de nappe lors de la poursuite des travaux relatifs aux fondations des éoliennes.

Constats

La réunion sur site a permis de dresser les constats suivants.

1) En réponse à l'article 1.1.4 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD) du 14/08/2025, HYGEO, mandaté par l'exploitant (Volkswind), a transmis à l'inspection des installations classées un rapport intermédiaire daté du 01/10/2025. Des analyses de l'eau présente dans les fondations des trois éoliennes ont été réalisées, ainsi qu'au niveau du puits témoin de La Séchère. Ces analyses ne révèlent pas de valeurs indicatrices d'une pollution de ces eaux. Au cours de la présente inspection, HYGEO a indiqué qu'un rapport final est en cours de rédaction et qu'il sera disponible à la fin du mois d'octobre 2025. Néanmoins, le jour de cette inspection, aucune analyse de la nappe affleurante n'avait encore été effectuée, ce qui ne permet pas d'écarter une éventuelle pollution générée par le chantier sur la nappe affleurante.

Il est à noter que, dans ses premières réponses, l'exploitant avait indiqué que le remplissage des fondations provenait uniquement des eaux de ruissellement. Cette assertion s'est avérée fautive suite à une nouvelle demande de l'inspection. L'exploitant a admis que l'essentiel des eaux présentes dans les fondations provenaient de la nappe affleurante, qui avait été intercepté lors du creusement des fondations par les engins.

2) En réponse à l'article 1.1.5 de l'APMD, une étude hydrogéologique de HYGEO, réalisée en septembre 2025, détaille les modalités envisagées en vue de la reprise des travaux. Cette étude propose une méthodologie pour le pompage et l'évacuation des eaux des fondations ainsi que des dispositions pour l'évitement d'une résurgence de nappe lors de la poursuite du chantier de construction du parc.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat

Il est demandé à l'exploitant

1) **sous 15 jours**, et pour répondre à l'article 1.1.5 de l'APMD, de transmettre à l'inspection l'ensemble des investigations menées pour démontrer que les opérations de terrassement des fondations des éoliennes n'ont pas intercepté et impacté la nappe affleurante

2) pour répondre à l'article 1.1.5 de l'APMD, de constituer et déposer un dossier, au titre de la loi sur l'eau, au service de l'État en charge de cette thématique, et préalablement aux opérations d'évacuation des eaux présentes dans les fondations des trois éoliennes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Fuite d'hydrocarbure bas de vie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/08/2025, article 1.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, préservation du milieu naturel
Prescription contrôlée L'exploitant indique, sous un mois à compter de la notification du présent arrêté , et préalablement à toute reprise du chantier, les mesures envisagées, associées de leurs justificatifs, de nature à garantir les intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement, en particulier la protection des sols et des sous-sols possiblement affectés par la diffusion d'hydrocarbures.
Constats Préalablement à cette inspection, l'exploitant a indiqué que, le 29/08/2025, la société COLAS a traité et excavé la terre polluée présente au pied du compresseur de la zone de vie. La terre stockée dans un container étanche était en attente d'évacuation en filière adaptée à la reprise du chantier. Lors de la présente inspection, il est toutefois constaté une odeur d'hydrocarbure, confirmée par la présence d'une trace à proximité du groupe électrogène et de la cuve de gas-oil. Rien n'indique que la pollution constatée le 29/07/2025 a bien été traitée. De plus, le matériel en place lors de la précédente visite (groupe électrogène, cuve et bâtiment Algéco) n'a manifestement pas été déplacé et le sol ne montre aucun signe d'excavation des terres polluées pour traitement. L'exploitant confirme ces observations et indique vouloir faire le nécessaire pour évacuer les terres polluées et les diriger vers une filière de traitement adaptée. L'inspection relève que les éléments transmis le 29 août 2025 ne sont pas fondées et qu'au final, rien n'avait été mis en œuvre pour répondre au constat de juillet 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, dès la reprise du chantier <ul style="list-style-type: none">• de prendre les mesures nécessaires pour éliminer et traiter toute trace de pollution susceptible d'avoir contaminé les sols et sous-sols par la diffusion d'hydrocarbures• de justifier les volumes et quantités de terres excavées et de fournir les justificatifs d'enlèvement de ces terres vers les filières de traitement adaptées (bordereau de suivi de déchets).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : dès la reprise du chantier de construction du parc

N° 3 : pistes et plateformes

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/08/2025, article 1.4.1 et 1.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, préservation du milieu naturel
Prescription contrôlée <p>Art. 1.4.1 L'exploitant justifie, sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, des caractéristiques techniques de la couche d'émulsion constitutive des pistes et plateformes du parc éolien. Il justifie que la solution adoptée pour la constitution des voies d'accès présente les caractéristiques environnementales similaires à celle prévue par son étude d'impact.</p> <p>Art. 1.4.2 L'exploitant justifie, sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, que les sols, sous-sols et les eaux de surface et souterraines au droit du site n'ont pas été impactés par le lessivage de la couche d'émulsion des pistes d'accès et des différentes plateformes du parc éolien. Dans la négative, l'exploitant met en place les mesures de gestion adéquates pour y remédier. Les mesures de gestion envisagées sont préalablement précisées à l'inspection des installations classées.</p>
Constats <p>En réponse à l'APMD du 14/08/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection une note de la direction technique de la société COLAS sur le caractère inerte de <i>déchets</i> bitumineux. (Il convient de noter que la couche d'émulsion, constitutive de la structure des pistes et plateformes du parc éolien, est bien un <i>constituant</i> de cette structure et ne saurait être considérée comme un déchet.) Cette note, à caractère pédagogique, ne permet pas de statuer sur un éventuel impact du revêtement bitumineux sur les sol, sous-sol et sur les eaux de surface et souterraines au droit du site du parc éolien.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un mois</p> <ul style="list-style-type: none">• de justifier des caractéristiques techniques de la couche d'émulsion constitutive des pistes et plateformes du parc éolien• de justifier que la constitution des pistes et plateformes du parc présente des caractéristiques environnementales similaires à celle prévue par son étude d'impact pour en démontrer l'absence d'impact sur l'environnement• de transmettre le protocole des investigations envisagées pour démontrer que les sol, sous-sol et les eaux de surface et souterraines, au droit du site du parc éolien, n'ont pas été impactés par le lessivage du revêtement bitumineux des pistes d'accès et des différentes plateformes. <p>À défaut, la couche d'émulsion bitumineuse devra être retirée et remplacée par des matériaux compatibles avec ce qui était prévu dans l'étude d'impact initiale.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : impact du chantier sur l'environnement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/08/2025, article 1.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, préservation du milieu naturel
Prescription contrôlée L'exploitant transmet, sous un mois à compter de la notification du présent arrêté , un rapport de suivi écologique complémentaire du chantier, dans lequel est décrit et analysé l'impact de la construction du parc sur la flore, la faune aquatique, terrestre et l'avifaune, compte tenu des enjeux biologiques identifiés dans l'étude d'impact et des nouveaux enjeux identifiés lors des visites du site [...].
Constats L'exploitant a transmis plusieurs rapports de suivi écologique datés des 06/01/2025, 25/02/2025, 15/04/2025, 23/06/2025 et 25/08/2025. Ces rapports notent la présence d'amphibiens sur le parc, observent la montée progressive d'eau dans les fondations des éoliennes, constatent le bitume déposé sur les pistes d'accès et les plateformes des éoliennes et la fuite d'hydrocarbure de cuves de stockage de carburant présentes sur la base vie. En revanche, compte tenu, d'une part, de l'ensemble de ces constats et, d'autre part, de la poursuite des travaux au-delà de la période autorisée par l'arrêté préfectoral du 09/03/2020 limitant les travaux aux périodes hors nidification de certaines espèces, ces rapports ne fournissent ni suivi ni analyse de l'impact de la construction du parc sur la flore, la faune (hormis les amphibiens) et l'avifaune..
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat Il est demandé à l'exploitant de transmettre, sous un mois , un rapport de suivi écologique complémentaire complet, dans lequel est décrit et analysé l'impact de la construction du parc, non seulement sur la faune aquatique mais également sur la flore, la faune terrestre et l'avifaune, compte tenu des enjeux biologiques identifiés dans l'étude d'impact et des nouveaux enjeux identifiés lors des visites de l'écologue du site. Des mesures sont proposées dans le cas où un impact non prévu initialement est révélé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Conformité à l'APMD du 14/08/2025

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/08/2025, articles 1.1.1, 1.1.2, 1.1.3, 1.2, 1.3.1, 1.5.1, 1.6.1, 1.6.2, 2.1 et 2.2
Thème(s) : Situation administrative, respect des prescriptions
Prescription contrôlée <i>Art. 1.1.1</i> L'exploitant transmet à l'inspection, sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté , un rapport d'accident ou d'incident relatif à la formation d'une mare dans les fondations

des trois éoliennes. Ce rapport est établi conformément à l'article R. 512-69 du code de l'environnement, et précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. [...].

Art. 11.2 L'exploitant transmet, **sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté**, l'étude géotechnique réalisée avant les travaux de construction du parc éolien.

Art. 11.3 L'exploitant transmet, **sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté**, le résultat des sondages de reconnaissance qui auraient été réalisés préalablement aux travaux de construction du parc éolien.

Art. 1.2 L'exploitant met en place, **sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté**, une signalisation pérenne pour l'accès au parc éolien depuis les routes départementales. Il met en place, sous le même délai, un affichage pour l'identification des plateformes des éoliennes ainsi qu'une protection et une sécurisation de leur accès au moyen de dispositifs adaptés.

Art. 1.3.1 L'exploitant transmet, **sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté**, un rapport d'accident ou d'incident sur la pollution issue de la fuite d'hydrocarbures localisée au pied du compresseur de la zone de vie sur un sol non étanché. Ce rapport est établi conformément à l'article R. 512-69 du code de l'environnement. Un modèle de fiche-type de rapport est disponible à l'adresse indiquée à l'article 1.1.1 du présent arrêté.

Art. 1.5.1 L'exploitant transmet, **sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté**, le résultat des visites du site effectuées par un écologue avant le début des travaux de construction du parc et en cours de chantier.

Art. 1.6.1 L'exploitant transmet, **sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté**, un rapport d'accident ou d'incident sur l'arrachage de racines du chêne situé à l'angle de la route principale et de la piste d'accès à l'éolienne E3. Ce rapport est établi conformément à l'article R. 512-69 du code de l'environnement. Un modèle de fiche-type de rapport est disponible à l'adresse indiquée à l'article 1.1.1 du présent arrêté.

Art. 1.6.2 L'exploitant, **sous un mois à compter de la notification du présent arrêté**, évalue et justifie la stabilité de ce chêne et son intégrité. L'exploitant propose et justifie des mesures pour garantir sa pérennité.

Art. 2.2 L'exploitant installe, **sous une semaine à compter de la notification du présent arrêté**, une barrière anti-amphibiens adaptée et efficace afin de limiter l'accès des animaux aux fondations des éoliennes.

Constats

L'article 1.2 de l'APMD du 14/08/2025 est respecté. Il a été constaté, lors de la présente inspection, la présence d'affichages, de dispositifs de sécurisation et de protection sur le site du parc éolien.

L'article 1.3.1 de l'APMD du 14/08/2025 est respecté. L'exploitant a transmis la fiche de notification d'accident/incident datée du 06/08/2025 ainsi qu'un rapport circonstancié.

L'article 1.5.1 de l'APMD du 14/08/2025 est respecté. L'exploitant a transmis le rapport de suivi écologique du 06/01/2025, établi avant le début du chantier (voir point de contrôle n° 4 du présent rapport d'inspection).

L'article 1.6.1 de l'APMD du 14/08/2025 est respecté. L'exploitant a transmis la fiche de notification d'accident/incident datée du 08/08/2025 ainsi qu'un rapport circonstancié.

L'article 1.6.2 de l'APMD du 14/08/2025 est respecté. L'exploitant a transmis un rapport du 01/09/2025 de la SARL MB paysage, qui garanti la stabilité du chêne et recommande une surveillance annuelle de l'arbre.

L'article 2.2 de l'APMD du 14/08/2025 est respecté. Il a été constaté, lors de la présente inspection, la présence et l'intégrité des barrières anti-amphibiens.

Par ailleurs, l'exploitant a transmis des éléments de réponse aux articles 1.1.1, 1.1.2, 1.1.3 et 2.2 de l'APMD du 14/08/2025, qui n'appellent pas de commentaires de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite